

## **ASSOCIATION CITOYENNETE JUSTICE PAYS BASQUE**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

28 rue Lormand

64100 BAYONNE

---

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Présenté à l'assemblée générale d'approbation des comptes exercice clos le 31 décembre 2024**

Ce rapport compte 18 pages dont 13 concernant les états financiers

[www.sogeca.com](http://www.sogeca.com)

62, Avenue du 8 Mai 1945 - 64100 BAYONNE - ☎ 05 59 42 26 55 - ✉ [audit@sogeca.com](mailto:audit@sogeca.com)

SOGECA AUDIT : Société de Commissaires aux Comptes membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine - Société par Actions Simplifiée au capital de 10 000 €  
RCS BAYONNE 790 328 215 - APE 6920Z - N°TVA intracommunautaire : FR77790328215

**ASSOCIATION CITOYENNETÉ  
JUSTICE PAYS BASQUE**  
28 rue Lormand  
64100 Bayonne

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Présenté lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes exercice clos le 31 décembre 2024**

À l'assemblée générale de l'Association CITOYENNETÉ JUSTICE PAYS BASQUE

### ➤ **Opinion**

En exécution de notre mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association CITOYENNETÉ JUSTICE PAYS BASQUE**, relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### ➤ **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **1<sup>er</sup> janvier 2024** à la date d'émission de notre rapport.

➤ **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

➤ **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité annuelle du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

➤ **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

➤ **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Bayonne, le 2 octobre 2025  
SOGECA AUDIT  
Commissaire aux comptes



Jean LISSARRAGUE

## **ANNEXE DU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

### ***Description des responsabilités du Commissaire aux Comptes***

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Déposé le 24/06/2024

# COMPTES ANNUELS (NON MAINTENU)

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

**ASS ASSOC.CITOYENNETE JUSTICE PAYS BASQ**

28 rue LORMAND

64100 BAYONNE

Tél. 0559594593

Fax.

APE : 6910Z-

Siret : 35193325400028

**Cegid**  
**EXPERT**

**LALANNE**

Société d'Expertise Comptable et de Commissariats aux Comptes  
inscrite au tableau de l'ordre de LYON

64200 BIARRITZ

Tel. 05 59 23 73 23

Fax. 05 59 23 73 24

Courriel [philippe@cabinet-lalanne.fr](mailto:philippe@cabinet-lalanne.fr)

Web



# COMPTES ANNUELS (NON MAINTENU)

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Comptes annuels

**Cegid**  
Group

Attestation d'Expert Comptable

MISSION DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Conformément aux termes de notre lettre de mission, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'association ASSOC.CITOYENNETE JUSTICE PAYS BASQ relatifs à l'exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les comptes annuels ci-joints, qui comportent 9 pages, se caractérisent par les données suivantes :

	Montants en Euro
Total bilan	892 978
Total des ressources	307 623
Résultat net comptable (Excédent)	15 108

Nos diligences ont été réalisées conformément à la norme professionnelle du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables applicable à la mission de présentation des comptes qui ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels pris dans leur ensemble tels qu'ils sont joints à la présente attestation.

Fait à BIARRITZ  
Le 24/02/2025

LALANNE PHILIPPE  
EXPERT-COMPTABLE



**ASS ASSOC.CITOYENNETE JUSTICE PAYS BAS COMPTES ANNUELS (NON MAINTENU)****Bilan actif**

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	62 395	50 669	11 726	16 680
Immobilisations financières	1 722		1 722	1 722
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>64 117</b>	<b>50 669</b>	<b>13 448</b>	<b>18 403</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Autres	109 179		109 179	76 172
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités (autres que caisse)	769 713		769 713	789 847
Caisse	386		386	386
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>879 278</b>		<b>879 278</b>	<b>866 405</b>
<b>REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	252		252	
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Autres comptes de régularisation				
<b>TOTAL REGULARISATION</b>	<b>252</b>		<b>252</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>943 647</b>	<b>50 669</b>	<b>892 978</b>	<b>884 808</b>

Legs nets à réaliser :

acceptés par les organes statutairements compétents

autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre :

## Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
<b>FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	75 348	75 348
Ecart de réévaluation		
Réserves	54 530	54 530
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>15 108</b>	<b>75 296</b>
Report à nouveau	693 846	618 550
<b>SOUS-TOTAL : SITUATION NETTE</b>	<b>838 832</b>	<b>823 724</b>
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
<b>TOTAL FONDS ASSOCIATIFS</b>	<b>838 832</b>	<b>823 724</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
<b>FONDS DEDIES</b>		
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes assimilées		
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés		
Autres	54 145	61 084
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>54 145</b>	<b>61 084</b>
<b>Produits constatés d'avance</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>892 978</b>	<b>884 808</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	54 145	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

## Compte de Résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION (hors taxes)</b>		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)	307 623	314 569
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	515 331	506 349
Cotisations		
Autres produits	19 946	3 796
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>842 901</b>	<b>824 715</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION (hors taxes)</b>		
Achats de marchandises		
Variation des stocks (marchandises)		
Achats d'approvisionnements		
Variation des stocks (approvisionnements)		
Autres charges externes	116 710	110 503
Impôts, taxes et versements assimilés	27 323	25 721
Rémunérations du personnel	534 217	488 049
Charges sociales	150 978	122 824
Dotations aux amortissements	4 955	4 964
Subventions accordées par l'association		
Autres charges	2 861	14
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>837 044</b>	<b>752 074</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>5 857</b>	<b>72 641</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>2 878</b>	<b>2 726</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>6 513</b>	
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>140</b>	<b>70</b>
<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES</b>		
<b>REPORT DE RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS</b>		
<b>ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES</b>		
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>15 108</b>	<b>75 296</b>



# Rapport moral de l'ACJPB 2024

---

Madame la Présidente, Madame la Procureure, Madame la représentante de Monsieur le Bâtonnier, Monsieur le Commissaire

Permettez-moi de vous présenter le rapport moral de l'Association Citoyenneté Justice Pays Basque (ACJPB) pour l'année 2024. En cette période où l'ensemble du secteur associatif alerte sur ses conditions de survie, il est essentiel de souligner que notre association, qui joue un rôle clé dans le bon fonctionnement de la justice et la cohésion sociale au sein de notre territoire, se trouve aujourd'hui en situation critique.

Notre association, structure à but non lucratif, a pour vocation d'être un partenaire actif des politiques publiques et judiciaires, grâce à sa capacité d'adaptation, sa réactivité et son esprit d'innovation. Ces qualités nous ont permis de répondre efficacement aux besoins des politiques pénales, en créant notamment de nouveaux stages à la demande du Parquet, en menant des enquêtes lors du déferrement des personnes, même en dehors des horaires habituels (soirs et week-ends).

Cependant, plusieurs éléments impactent fortement notre fonctionnement et nos ressources :

- Alors que la quasi-totalité des acteurs du secteur social et médico-social a bénéficié de la compensation dans le cadre du Ségur, nos intervenants juridiques et sociaux attendent toujours la mise en œuvre d'une prime promise par le ministère de la Justice depuis le 1er janvier 2024. À ce jour, l'absence de réponse compromet la stabilité financière de notre organisation, et le coût supplémentaire généré ne sera pas compensé.
- La subvention départementale pour le Service d'aide aux victimes a été réduite de 20 %, ce qui compromet la pérennité de nos actions sur le terrain.
- En 2024, nous lançons le Comité Social et Économique (CSE) au sein de notre structure, une démarche essentielle mais inédite, nécessitant la formation du personnel, la nomination d'un référent pour la prévention du harcèlement, ainsi qu'un renforcement des compétences en gestion de l'agressivité, face à une augmentation préoccupante des situations rencontrées.
- Concernant le Service d'aide aux victimes, nous travaillons à la mise en place d'une convention pluriannuelle avec le ministère de la Justice pour assurer la pérennité de nos financements. Des permanences supplémentaires seront instaurées dans les commissariats de Saint-Jean-de-Luz, Biarritz, et dans les gendarmeries de Cambo et Saint-Pée-sur-Nivelle.
- Sur le plan pénal, nous constatons une hausse des Contrôles Judiciaires (CJ), des stages de responsabilité parentale, des enquêtes sociales rapides (ESR), ainsi que des enquêtes de personnalité. La démission d'un salarié formé rend urgent le recrutement d'un professionnel supplémentaire pour maintenir la qualité et la régularité de ces interventions.
- Nous avons identifié des solutions pour assurer l'hébergement des auteurs de violences,

notamment par la récupération d'un logement à ASCAIN, tout en poursuivant notre mise à disposition d'un logement pour les victimes de violences conjugales.

- Enfin, nous remarquons une activité concernant la médiation pénale quasi nulle.

Au niveau du Point Rencontre, le nombre de dossiers a augmenté de manière significative, ce qui dépasse notre capacité d'accueil avec le planning actuel. Nous prenons également en charge des dossiers issus du sud des Landes et avons sollicité un soutien ponctuel auprès de la Communauté du Seignanx.

En conclusion, cette année 2024 marque à la fois des avancées importantes pour notre structure et des défis majeurs, notamment en termes de financement et de recrutement. Nous restons déterminés à continuer notre mission avec la même conviction et l'engagement qui nous animent depuis toujours, afin de contribuer activement à une justice plus humaine, accessible et citoyenne.

Je vous remercie de votre attention et de votre soutien continu à notre action.

Respectueusement,

LASSABE Gilles  
Président de l'ACJPB



**A.C.J.P.B**  
**RAPPORT FINANCIER POUR L'ANNEE 2024.**  
**ASSEMBLEE GENERALE DU 24 OCTOBRE 2025**

Mesdames, Messieurs,

Nous vous présentons le rapport financier de l'association pour l'année 2024.

Pour mémoire, nous vous rappellerons que le résultat comptable avait été de + 75.296 euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

Pour l'exercice 2024, la situation de l'association peut être considérée comme stable avec un résultat qui est très légèrement excédentaire ainsi que l'établissent les chiffres que nous allons vous livrer.

Comme nous le faisons habituellement, nous les assortirons de quelques commentaires et terminerons notre rapport par quelques éléments tirés du bilan comptable de l'association à la clôture au 31.12.2024.

**I. L'activité en chiffres pour l'année 2024.**

● Les ressources d'activité se sont élevées à : **842.901€ (+2,21%)**

En détaillant, nous pouvons retenir :

■ **Activités pénales (CJ/ER-POP/EP/MP)** **351.223€**  
dont 60.266€ de subventions (CJ)

Dont :

- **Médiations pénales** **2.169€ (- 73,60%)**
- **Contrôle judiciaire** **225.503€ (+3,3%)**
- **POP** **69.655€ (+16,43%)**
- **Enquêtes sociales** **20.226€ (- 18,3%)**
- **Enquêtes de personnalité** **26.095€ (-16,24%)**
- **Point rencontre** **192.102€ (+ 11,6%)**  
(+ 21.600€ de contribution en nature)
- **Aide aux victimes** **301.284€ (ns)**

- Les charges d'exploitation se sont élevées à : 837.044€ (+ 11,30%)

Dont :

- Salaires, traitements et charges sociales 685.194€ (+ 12,17 %)
- Le résultat d'exploitation de l'exercice s'établit à + 5.857€(-91,94%)
- Le résultat courant de l'exercice s'établit à + 8.735€ (-88,41%)
- Le résultat de l'exercice s'établit à + 15.108€ (- 79,94%)€

## II. L'analyse de l'activité.

Au cours de l'année 2024, l'association aura pu faire face à ses engagements au moyen de ses ressources, mais sans parvenir à dégager un excédent significatif.

*S'agissant des ressources* : Nous avons dit qu'elles avaient progressé de 2,21 %

Plus finement, on peut observer :

1. Que les ressources annuelles qui ne proviennent que de la taxe pour la plupart des activités pénales, ont été à peu près stables. S'agissant de la variation de ces produits, nous retiendrons les principaux chiffres suivants :

- Pour le contrôle judiciaire (hors subventions) -1,98% à 164.500,45€
- Pour les enquêtes sociales - 21,86% à 19.351€
- Pour les enquêtes POP - + 16,43% à 69.655€
- Pour les enquêtes de personnalité - 19,28% à 25.149€

Le volume des seuls CJ et enquêtes POP représente environs les 3/4 des taxes perçues par l'association.

On rappellera qu'à ces taxes s'ajoutent désormais les subventions perçues par l'association au soutien des activités du contrôle judiciaire sociaux-éducatif auquel se rattache la prise en charge des auteurs (CPCA) pour un montant total de 60.266€

**2. Que les subventions allouées aux services du point rencontre et de l'aide aux victimes sont demeurées à des niveaux comparables à ceux de l'année antérieure.**

On peut néanmoins relever que le soutien de la CAF au point rencontre s'est renforcé (de près de 13.000€) , ce qui a permis de limiter la dégradation des comptes du service (déficit de près de 8.000€)

En 2024, le service de l'aide aux victimes a pu compter sur d'autres ressources que la subvention (mandats d'administrateur ad hoc, contributions citoyenne) pour un montant de 26.798€ (pour un total de ressources de 301.284€). Malgré cette diversification du financement, la situation de ce service devient préoccupante avec un déficit qui avoisine 45.000€ (contre un peu moins de 20.000€ en 2023).

*Quant à la structure de ces ressources, l'année 2024 se situe dans les limites habituelles, les subventions ayant représenté près de 63% du total des ressources (contre environ 61% pour l'exercice précédent).*

*S'agissant des charges, elles correspondent, pour l'essentiel, aux postes salaires, traitements et charges sociales qui représentent près de 82% du total des charges.*

### **III. Eléments tirés du bilan au 31.12.2024**

Au 31.12.2024, le bilan établi sur la base des comptes qui vous sont soumis fait notamment apparaître :

**Total :** **892.977€**

#### **A l'actif :**

▪ Créances	109.179€
▪ Disponibilités (autres que caisse)	770.099€

#### **Au passif :**

▪ Fonds associatifs	75.348€
▪ Réserves réglementées	54.530€
▪ Report à nouveau	693.846€
▪ Résultat de l'exercice	+ 15.107€
▪ Dettes fiscales et sociales	46.657€

\*\*\*

**Le Conseil d'administration qui a arrêté ces comptes, vous propose d'affecter le résultat de l'exercice 2024 d'un montant de + 15.107 euros au poste report à nouveau dont le montant se trouverait ainsi porté à la somme de 708.953 euros.**

**Nous vous remercions pour votre attention et vous demandons de bien vouloir approuver les comptes et le rapport financier de l'ACJPB pour l'année 2024 ainsi que cette proposition d'affectation du résultat.**

**Le Trésorier**